



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL-UD69-LO
DDPP-SPE-IG

ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2022- 160
portant mise en demeure
de la société Teinture de Saint Jean à Saint Jean la Bussière

Le Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 actualisant les prescriptions techniques imposées à la Société Teinture de Saint Jean modifié par les arrêtés complémentaires du 30 août 2007, du 16 janvier 2015 et du 25 mars 2020 ;

VU le rapport du 20 mai 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, suite aux plaintes reçues en septembre 2020, transmis à l'exploitant par courrier du 20 mai 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite de l'inspection du 25 janvier 2022, l'inspection a constaté la présence d'une activité de lavage de fûts de produits chimiques, dont les rejets aqueux ne sont pas traités ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation sont de nature à nuire aux intérêts fixés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1

La Société Teinture de Saint Jean, située sur la commune de Saint Jean la Bussière au 5, Avenue Victor Hugo est mise en demeure de cesser les rejets des eaux de lavage de fûts dans le réseau d'eaux usées du site, sous 15 jours.

Si l'exploitant souhaite poursuivre ce rejet par la suite, il transmettra un rapport à connaissance, relatif à l'impact du nettoyage de ces fûts, au regard des composés des rejets aqueux, actuellement autorisé, sous 2 mois.

La reprise de cette activité est prévue après validation de l'Inspection.
Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois.

Pour l'exploitant, ce délai commence à courir à compter du jour où la présente décision lui est notifiée. Pour les tiers, ce délai commence à courir à compter de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 5

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de Saint Jean la Bussière,
- à l'exploitant.

Lyon, le

23 JUN 2022

Le Préfet,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint

Julien PERROUDON